



Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Évolution des Mentalités

Bujumbura, le 17/10/2018

Déclaration de PARCEM à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté célébrée le 17/10/2018 et de l'alimentation le 16/10/2018

0. Introduction

PARCEM regrette que ces deux journées arrivent au moment où le Burundi est classé le dernier pays le plus pauvre du monde (sur 188 pays). Cette manifestation de la pauvreté se manifeste comme suit :

1. Un taux de pauvreté approchant 70% ;
2. Un PIB /hab. de 280USD/hab., le dernier en Afrique ;
3. Indice de la faim (40%), l'un des plus élevés du monde ;
4. Taux de malnutrition infantile environ 58% ;
5. Taux de croissance nul ;
6. Chômage : 55% des jeunes en milieu rural et environ 60% des jeunes en milieu urbain ;
7. Taux de fécondité élevé : 6 enfants/femme ;
8. Pas d'exportation (le pays qui exporte le moins au monde) ;
9. Une pénurie des devises le cours de change actuel 2800BIF/USD sur le marché parallèle ;
10. Un impact budgétaire sur l'éducation (équipement, matériel didactique, abandon scolaire : 20.000 cas d'abandon pour l'année scolaire 2017-2018 à Muyinga) et sur la santé (moins d'infrastructures sanitaires).

La où le bât blesse, ce sont les potentialités évidentes dont regorge le Burundi.

I. Potentialité du développement

1. Diversité climatique (régionale) ;
2. Pluviométrie (échelonnement des cultures toute l'année) ;
3. Ressources en eau immenses : énergie 1700Mw, 300 immédiatement commercialisables ;
4. Position stratégique sous régionale (plaque tournante) ;

5. Biodiversité du Lac Tanganyika (meilleurs poissons) ;
6. Potentiel touristique ;
7. Potentiel minier ;
8. D'où potentiel d'exportation :
 - ✓ Café, Coton, Thé
 - ✓ Sucre, boissons
 - ✓ Poisson, Ndagala
 - ✓ Huile de palme
 - ✓ Meilleurs fruits tropicaux
 - ✓ Energie hydroélectrique
 - ✓ Mines.

II. Impact des conflits politiques sur la pauvreté

Dans le rapport national sur le développement humain, septembre 2018 du PNUD, on épingle l'importance du manque de cohésion nationale causé par les différents conflits politique. L'impact négatif de ces conflits sur le développement est évident : perte de 33% de PIB de 1993 à 2005, augmentation du taux de pauvreté de 35% à 67% de 1992 à 2005. Et la période 2005-2015, n'a pas permis d'endiguer cette pauvreté car elle était estimée à 67% en 2014, la crise politique de 2015 replonge le pays dans une compression du PIB en 2016 de 6% et la pauvreté a augmenté.

Par la présente, PARCEM interpelle la conscience de la classe politique burundaise de faire preuve de maturité et de responsabilité et de lucidité pour une solution définitive à ces crises endémiques qui ne font que peser lourdement et fatiguer le peuple burundais et PARCEM propose 3 axes :

1. La réaffirmation de l'Accord d'Arusha comme pilier de la réconciliation nationale donc un patrimoine à sauvegarder ;
2. La tenue des élections transparentes inclusives et équitable;
3. La maturité de la classe politique pour proposer des projets de société dignes de ce nom pour tirer le Burundi des affres de la pauvreté et permettre un avenir meilleur.

Pour PARCEM
 et l'Action pour le Développement des Conseillers
 Faustin NDIKUMANA
 Tél: 22 27 73 50 - 22 27 66 42
 Directeur National
 et l'Action pour le Développement des Mentalités